La lettre d'information

FRONT DE GAUCHE îledeFrance

PCF Parti communiste français

République & Socialisme

Lettre d'information des élu.e.s Front de gauche du Conseil régional d'Île-de-France / N°21 / janvier 2018

AU FIL DES DÉBATS

3 amendements FDG votés par l'Assemblée régionale

1. AMENDEMENT N° 184

L'Etat doit clarifier ses engagements sur ***le nouveau métro Grand Paris Express***. Les craintes de nombreux territoires de voir remettre en cause des tronçons ou des lignes entières du Grand Paris Express sont légitimes. L'Etat doit tenir ses engagements financiers et le calendrier prévu.

AMENDEMENT N°182 .2

Expérimenter de ***l'écotaxe pour les poids lourds en transit.*** Dans le cadre de la refonte globale de la fiscalité locale prévue pour 2020, notre collectivité doit agir pour rendre ce vote et cette position effective. Cette mesure permettrait de diminuer la pollution de l'air et constituerait une ressource fiscale importante pour financer des mobilités alternatives au transport routier.

3. AMENDMENT N°174

Demander à l'Etat de dégeler ***la dotation régionale d'équipement scolaire*** figée depuis 2008. Celà permettrait d'éviter la construction de lycées neufs par le biais de partenariats publics/privés qui sont de véritables bombes financières à retardement pour les contribuables.

EN CHIFFRES

150 amendements déposés et défendus par le groupe Front de gauche pour proposer une autre politique régionale sociale, solidaire et écologique.

14 amendements visant à proposer des ressources nouvelles pour financer des politiques régionales ambitieuses répondant aux besoins.

POINT FORT DE LA SEANCE

Région Île-de-France / Débat budgétaire 2018

Le budget en carton-pâte de Pécresse

Avec son troisième budget, Valérie Pécresse enterre définitivement tout projet régional en faveur de tou.te.s les Francilien.ne.s.

La pseudo «*locomotive économique francilienne*» à la sauce Pécresse laisse sur le quai les plus fragiles et offre une image provocatrice venant de celle qui ne cesse d'augmenter le tarif du Navigo. Quant au soit-disant exceptionnel niveau d'investissement, il est fortement à nuancer vu l'ampleur des non-consommations de cette année.

Autre provocation : décrire l'Ile-de-France comme la «premi*ère métropole environnementale européenne*». La totalité des 3 millions d'aides pour le renouvellement des chaudières à bois non consommées ou le seul tiers des crédits pour le Plan vert ou la protection des milieux naturels consommés parlent d'eux-mêmes!

Même refrain pour les politiques de solidarité. Comment vouloir se targuer de «*réduire les fractures*» et de «*déployer une Région solidaire pour ceux qui en ont besoin*» alors que le budget a baissé de deux tiers depuis 2015 ? L'urgence sociale est niée par la droite régionale alors que les besoins sont immenses. Le budget logement social a été sabré de 50 millions depuis 2015 ou l'aide régionale à la résorption des bidonvilles et celle d'accueil des SDF supprimées.

Quant aux dispositifs d'accès à la contraception ou à l'IVG, ils sont sous-consommés de manière si importante qu'on y lit le poids des élus de la *Manif pour tous* membres de la majorité régionale.

Les associations, les collectivités territoriales et les entreprises, voient les aides régionales fondre.

Au delà des belles paroles, ce budget s'inscrit donc dans la logique d'austérité pour les partenaires régionaux et pour la population. Avec Macron, et son budget pour les riches, et Pécresse, pour les Francilien.ne.s c'est la double peine.

Pour Céline MALAISÉ, "Pécresse se vante d'être économe mais ces coupes et coups de rabot se font au mépris de la qualité des services publics rendus aux Francilien.ne.s. A quoi servent ces économies si ce n'est à se constituer une cagnotte ? "

@CelineMalaise
Présidente de groupe
Elue PCF 75

« Entre mensonges grossiers, déformation de la réalité financière, tours de passe-passe avec les chiffres et jeux d'écriture, le budget proposé nous plonge en pleine réalité alternative. »

LOGEMENT

Pécresse affaiblit encore le logement social

Taylan COSKUN a rappelé que V. Pécresse avait déjà réduit drastiquement ce budget de 40 millions d'€ sur 2016 et 2017. Pour 2018, V. Pécresse aggrave la situation en baissant encore cette enveloppe. Malgré une reprise des constructions en 2017, la situation reste fragile : avec la réforme désastreuse des APL décidée par E.Macron, les budgets de construction, de rénovation et d'entretien des logements seront très affaiblis. La Région devrait donc soutenir massivement les investissements sur le logement social, pour la construction comme pour les rénovations. Ce ne sera, malheureusement, pas le cas.

Taylan Coskun
élu PCF - 93

ACTION INTERNATIONALE

Renoncements sur la solidarité et la coopération internationale

Lamine CAMARA a déploré que ce budget ne soit pas à la hauteur de ce que devrait être la politique de notre Région dans ce domaine : c'est bien à un retrait de la Région en matière d'action internationale auquel nous assistons, avec un éloignement des objectifs de solidarité qui étaient auparavant les siens, et une priorité donnée principalement au retour sur investissement des acteurs économiques franciliens. Notre groupe a présenté plusieurs amendements pour renforcer le soutien régional à la coopération internationale, le fonds d'intervention d'urgence et des initiatives associatives solidaires telles que les chantiers de jeunesse.

@laminecamara27
élu PCF - 91

RURALITÉ - AGRICULTURE

Un budget déséquilibré

Dider MIGNOT a dénoncé la politique d'affichage de Pécresse envers les territoires ruraux, pour l'aménagement desquels, sur 3,8 millions d'euros prévus en 2017, seul 1,3 million a été réellement consommé. Il a demandé un rééquilibrage de ce budget au profit de tous les territoires franciliens. Concernant l'agriculture, D. Mignot a souligné un trop faible investissement de la Région pour rendre l'agriculture plus respectueuse de l'environnement, de la santé des populations rurales et des consommateurs. Il a défendu plusieurs amendements de notre groupe en ce sens, notamment pour le soutien à l'agriculture bio.

@DidierMignot
élu PCF - 93

SÉCURITÉ

Irréalisme des chiffres

Fabien GUILLAUD-BATAILLE a dénoncé un budget en trompe l'œil en pointant la communication à outrance de Pécresse sur ces questions, qui ne relèvent pas des compétences de la Région, mais de celle de l'État. Ainsi les moyens prévus en 2017 sur le « bouclier de sécurité » n'ont guère été mis en œuvre. A côté de cela, les moyens pour la sécurisation des lycées publics sont en baisse, et ceux de la prévention-médiation sont totalement supprimés, alors qu'il s'agit de dispositifs qui relèvent à la fois d'une dimension humaine, sociale et de proximité, et qu'ils contribuent à la sécurité publique sur les territoires.

Fabien Guillaud-Bataille
élu PCF - 94

TOURISME

Pour une politique du tourisme ouverte à tous les territoires franciliens

Soulignant l'importance du tourisme pour valoriser des territoires qui ne le sont pas toujours suffisamment, Taylan COSKUN a regretté la conception de ce schéma en termes de concurrence entre territoires, sa faible prise en compte d'un tourisme plus solidaire et social, et le manque de concertation de l'exécutif régional avec les départements pour son élaboration.

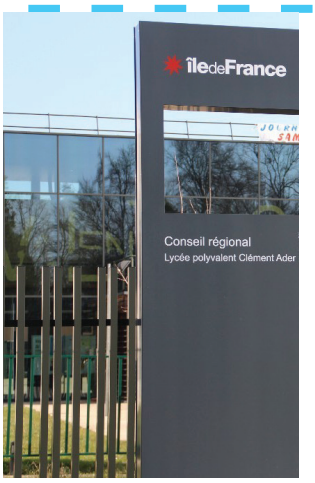
Taylan Coskun
élu PCF - 93

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR & RECHERCHE

Baisse des ambitions régionales pour les étudiants et les universités

Sylvie FUCHS a souligné le décalage entre la communication de la droite régionale et la réalité des moyens mis en œuvre. Elle a regretté la baisse des ambitions sur des actions qui contribuaient à améliorer les conditions de travail des étudiants et des personnels. Ainsi, pour les bibliothèques et la vie étudiante le désengagement de la Région est confirmé, comme pour l'aide aux projets de coopération internationale des établissements, ainsi que sur l'accueil des étudiants étrangers qui faisait pourtant la richesse de notre région et de ses universités, dans une logique de solidarité envers de nombreux pays du Sud.

@SylvieFuchs
élue PCF - 77



Contre la vision élitiste, rentable et réactionnaire de l'école de Pécresse, défendons un service public d'éducation de qualité !

Pour Céline MALAISE, l'urgence n'est pas à la valorisation des lycées les plus prestigieux, comme le met en oeuvre Pécresse depuis deux ans, mais bien à la création d'un égal accès de tou.te.s les lycéen.ne.s à un service public d'éducation de qualité afin de résorber les inégalités. La Région doit rééquilibrer et investir prioritairement pour les jeunes des quartiers populaires. Il est donc urgent de :

- ***Réviser le plan d'investissement*** en tenant compte de la réalités des besoins démographiques et scolaires des territoires populaires
- ***Transférer le budget d'autonomie*** créé par Pécresse ***à la dotation de solidarité***
- ***Privilégier lycées de quartiers populaires*** aux lycées prestigieux & privés
- ***Stopper les partenariats publics privés*** (PPP)

@CelineMalaise
Présidente de groupe

SPORT, LOISIRS, & JEUNSSE

La région ne particpe plus au tissage local du lien social

Lamine CAMARA considère « qu'une fois encore, ce sont toujours les mêmes populations qui subissent la saignée financière » : celles des quartiers politique de la ville qui sont les plus touchés alors que l'accès aux activités physiques et sportives des habitants.e.s de ces quartiers se caractérise par des inégalités révoltantes. L'éloignement persistant des publics de ces territoires de la pratique sportive doit rendre nécessaire une politique volontariste de la Région pour réduire ces écarts.

@laminecamara27
élu PCF - 91

CULTURE

Derrière le vernis patrimonial, peu d'ambition pour la culture

Pour Vanessa GHIATI, il ne suffit pas de gonfler les chiffres pour se targuer d'une politique culturelle exemplaire. Il faut des actes concrets. Or non seulement le compte n'y est pas mais surtout, Pecresse opère un basculement vers une politique patrimoniale principalement dédiée à la rénovation des clochers !
Si l'objectif régional d'une éducation artistique et culturelle complète est partagée, il faut là aussi s'en donner les moyens financiers et humains, en développant entre autre l'enveloppe accordée à ARCADI organisme qui dispose d'une grande expertise en la matière.

@VanessaGhiati
élue PCF - 92

FORM PRO
APPRENTISSAGE

Politique de formation au rabais et missions locales en danger

Michel JALLAMION a dénoncé la baisse de l'enveloppe pour la formation, et les incohérences de l'exécutif régional qui baisse le budget de l'apprentissage alors même que le nombre d'apprentis est en augmentation. Il a par ailleurs pointé le gâchis d'argent par la Région qui investit depuis deux ans dans des formations low cost inefficaces. M. Jallamion s'est par ailleurs inquiété du devenir des missions locales, pour lesquelles le budget 2018 est en baisse, alors même qu'elles sont en pleine restructuration. Il a demandé que des marges financières soient retrouvées, notamment afin que les antennes locales ne désertent pas les quartiers populaires.

@JallamionMichel
élu République & Socialisme - 75

ACTION SOCIALE, SANTÉ & FAMILLE

Du discours aux actes : un fossé abyssal

Pour Sylvie FUCHS, ce budget est emblématique d'un combat au service des inégalités sociales. Le fossé entre les discours et les actes est abyssal. Depuis 2015, deux tiers du budget ont été supprimés. Le tiers restant est à peine exécuté alors que les besoins dans notre région n'ont jamais été aussi présents. C'est l'action régionale envers les plus précaires, les plus démuni.e.s et les plus faibles qui est sabrée.
Lutte contre déserts médicaux, lutte contre les violences faites aux femmes, accès aux soins & à IVG, politique de prévention sanitaire et médicale… autant d'absents notoires de l'action sociale/santé de Pécresse
A l'image de la communication de Valérie Pécresse, beaucoup d'annonces sont faites, mais peu d'effet. Et pour cause : il n'y a pas de moyens ni humains et ni financiers pour les mettre en œuvre ; voire pire, certaines politiques, en particulier en faveur de l'IVG, sont votées mais ne voient jamais réellement le jour : un moyen de donner des gages à la galaxie *Manif pour tous*.

@SylvieFuchs
élue PCF - 77

ENVIRONNEMENT

Des moyens pas à la hauteur des enjeux environnementaux

Didier MIGNOT a rappelé combien les questions environnementales et climatiques sont aujourd'hui centrales dans les politiques publiques territoriales.

Bien que Valérie Pécresse fasse de l'environnment sa bataille principale pour 2018, le budget qu'elle présente est beaucoup trop modeste. Depuis 2015, elle a baissé les investissements sur l'environnement de plus de 20 millions. Les mesures consacrées à l'efficacité énergétique ne progressent pas, les moyens de l'Agence des espaces verts pour l'entretien et l'acquisition d'espaces verts et agricoles sont encore en baisse ; la nouvelle Agence régionale de la biodiversité est dotée de moyens dérisoires, et l'aide aux associations environnementales est elle aussi encore réduite.

Les tours de passe-passe ne masquent pas la faiblesse de l'engagement régional.

@DidierMignot
élu PCF - 93

DÉVELOPPEMENT
ECONOMIQUE

Une politique économique en régime d'austérité

Vanessa GHIATI a souligné combien ce budget reflète la cure d'austérité imposée par Pécresse dans tous les domaines de l'action régionale.
Si l'Île-de-France dispose de nombreux atouts pour engager un développement économique socialement et écologiquement responsable, il n'en reste pas moins que les écarts de revenus dans notre région se creusent, laissant sur le côté de nombreux Franciliens.
Face à cela ce budget économique manque d'ambition, notamment sur l'appui aux dynamiques économiques locales, l'industrie, l'économie verte, le commerce et l'artisanat. Mais aussi sur le soutien à l'immobilier d'entreprise ou à l'économie sociale et solidaire, qui continue d'être le parent pauvre de la politique régionale.

@VanessaGhiati
élue PCF - 92

RESSOURCES FINANCIÈRES

Se donner les moyens financiers de mener des politiques publiques ambitieuses

Comme chaque année, nous avons proposé des outils républicains de solidarité et de redistribution fiscales garantissant une véritable égalité entre les citoyens et les territoires. Il est urgent de réfléchir à une fiscalité locale efficace respectant la péréquation car, comme l'a rappelé Céline MALAISÉ, *"on ne peut faire reposer les budgets régionaux sur la TVA, l'impôt indirect le plus injuste car il pèse plus sur les foyers modestes"*.

Pour des transports en commun de qualité

- Baisser le taux de TVA de 10% à 5,5% sur les transports publics ;
- Augmenter le Versement transport (VT) et la taxe locale sur les bureaux (TLB) au centre et à l'ouest de Paris (Grands quartiers d'affaires);
- Créer une ressource nouvelle pour développer et sécuriser le vélo en augmentant la taxe sur les parkings des grandes entreprises

Pour une politique du logement solidaire et à la hauteur des engagements

- Faire de la création de bureaux un outil volontariste pour le développement de l'activité;
- Encourager la transformation de bureaux en logements en supprimant l'exonération de la redevance pour les renouvellements de bureaux
- Multiplier par quatre de la taxe sur les logements afin de mobiliser les dizaines de milliers de logements vacants de longue date
- Créer une taxe additionnelle à la taxe foncière pour les territoires en déficit de logements sociaux afin d'abonder l'aide aux maires bâtisseurs;

Demander le remboursement par l'Etat des charges issues de la décentralisation

Refuser la contractualisation financière et la règle d'or renforcée imposées par le Projet de loi de programmation des Finances Publiques (PLPFP)

Mobiliser l'emprunt

ADMINISTRATION RÉGIONALE

Dégradation des conditions de travail, du service rendu & monologue social

Michel JALLAMION a détricoté les chiffres des agents régionaux dans les lycées. Entre les fausses annonces de la droite régionale et la réalité, le fossé est béant. Les emplois dans les lycées n'ont pas été sanctuarisés contrairement aux engagements de Pécresse. 10 postes créés contre 560 CUI supprimés, c'est bien une baisse importante des emplois qui a lieu et entraîne une dégradation des conditions de travail des agents des lycées et une détérioration du service public. Par ailleurs, il a dénoncé le monologue social qui méprise la représentativité des organisations syndicales et dégrade les conditions de travail des agents. Au siège de la Région, pour la troisième année consécutive, Pécresse supprime 50 postes en ne remplaçant pas un départ sur deux à la retraite.

@JallamionMichel
élu République & Socialisme - 75

EUROPE

Du mauvais usage des financements européens

Pour Taylan COSKUN, au-delà des questions d'écriture administrative, les options européennes choisies par l'exécutif révèle un choix politique, celui de baisser les niveaux de subventions régionales alors que le principe de financement européen s'appuie sur des aides publiques locales fortes.

« C'est le serpent qui se mord la queue; une logique perdant perdant. Un mauvaise usage de l'Europe, dans lequel l'UE devient le prétexte commode de coupes budgétaires de la région. En fin de compte selon cette logiqu,e il pleut des subventions toujours là où c'est déjà mouillé. Et inversement, les associations et collectivités qui n'ont pas les moyens de se transformer en usine d'aspiration de subventions publiques se trouvent asphyxiées.»

Taylan Coskun
élu PCF - 93

CITOYENNETE & VIE ASSOCIATIVE

Une politique au rabais pour les associations locales

Pour Lamine CAMARA, la Région et le monde associatif francilien devraient retisser des liens : écoute, partage, mutualisation d'expériences, co-construction, transversalité… Ces associations qui maillent notre territoire ont besoin d'un soutien affirmé et pérenne de la Région. Or, il en va tout autrement. Aux baisses budgétaires successives votées depuis trois ans s'ajoutent des taux d'exécution très médiocres. L'axe central de la politique associative de la région est réduit à un soutien à quelques têtes de réseaux au détriment des associations locales.

@laminecamara27
élu PCF - 91

TRANSPORT

Une « révolution » des transports en trompe-l'œil

Fabien Guillaud-Bataille a pointé la duperie de V. Pécresse, qui parle de révolution des transports alors même qu'elle a baissé le budget d'investissement des transports en commun de 80 millions d'euros depuis deux ans ; un sous-investissement que les associations d'usagers ont largement dénoncé. F. Guillaud-Bataille a rappelé la nécessité de solliciter plus activement l'État pour obtenir de nouvelles ressources, afin d'investir davantage pour les RER, pour boucler l'intégralité du Grand Paris Express, pour les pistes cyclables ou encore le fret ferré. Il a rappelé enfin les inquiétudes subsistant quant à une nouvelle hausse du pass Navigo en 2018, une hausse qui serait inacceptable pour les usagers.

CDG EXPRESS: un train pour les riches

NON AU PASS NAVIGO À 85 €

stop au sous-investissement chronique

Galère dans les transports: faut que ça cesse!